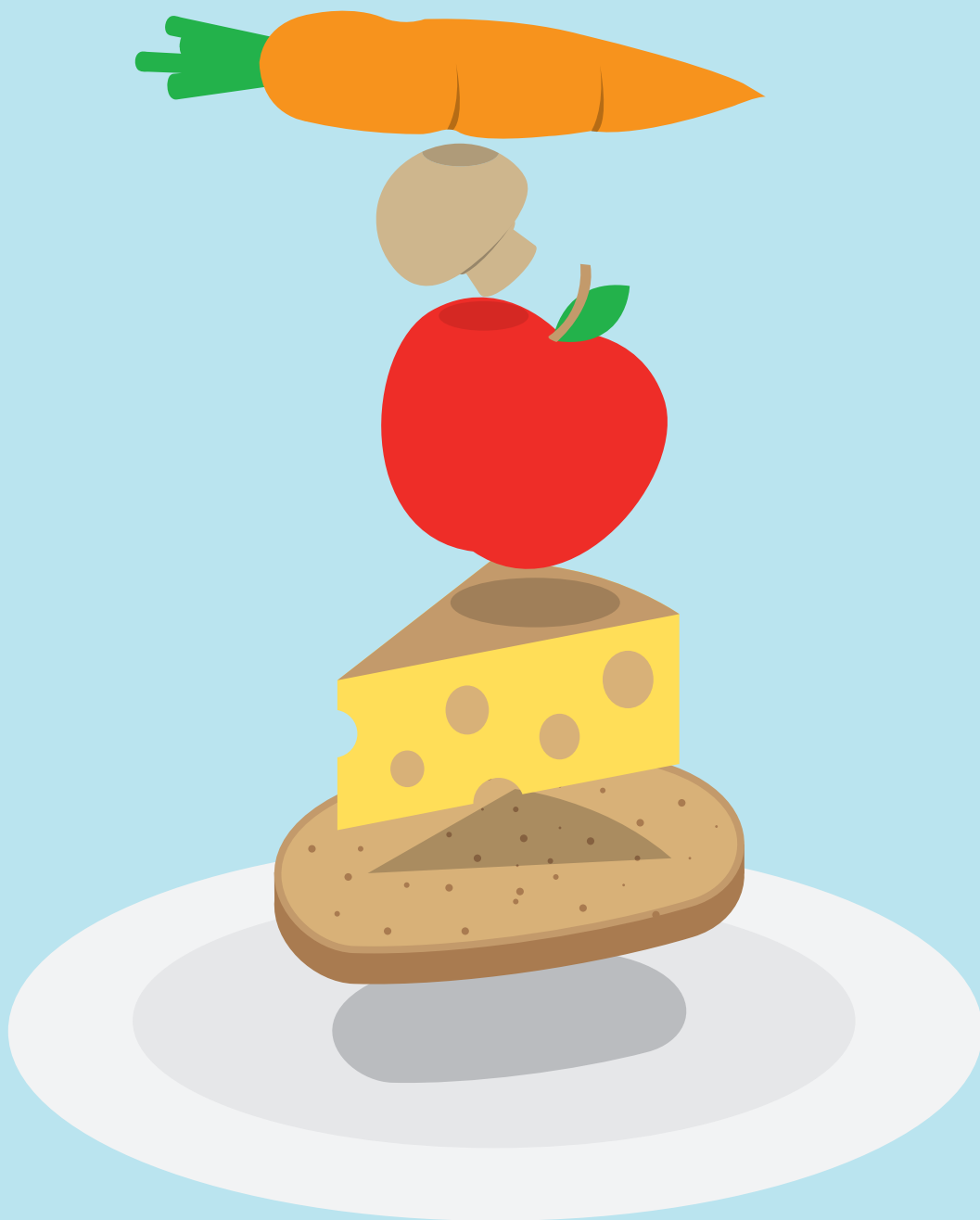


SAVOURER LES REPAS ET RESTER EN BONNE SANTÉ

STRATÉGIE SUISSE DE NUTRITION 2017–2024

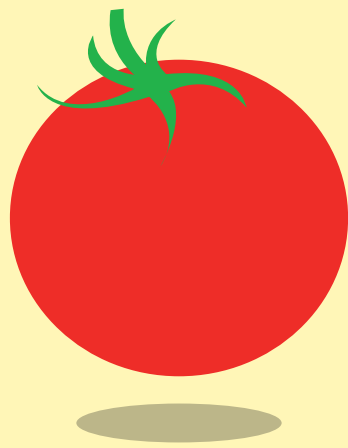


Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI

STRATÉGIE
SUISSE DE NUTRITION
2017–2024





5

INTRODUCTION

6

POLITIQUE NUTRITIONNELLE INTERNATIONALE

7

POLITIQUE DE SANTÉ SUISSE

8

SITUATION NUTRITIONNELLE ACTUELLE

10

**DÉFIS
VISION**

11

DOMAINES D'ACTION

14

PROCHAINE ÉTAPE : LE PLAN D'ACTION

MANGER DOIT RESTER UN PLAISIR ET NOUS FAIRE DU BIEN !

Aujourd'hui, les possibilités de se nourrir sont plus diverses que jamais. Il n'est plus nécessaire de dépenser la moitié de son revenu pour acheter un peu de pain, de fromage et de café, comme c'était le cas il y a cent ans. De plus, quelle que soit la saison, nous avons accès à une incroyable profusion d'aliments : des fruits de l'autre bout du monde, des légumes produits dans la région ou des plats cuisinés surgelés.

Toutes ces possibilités ont fortement contribué à transformer nos habitudes alimentaires : nous cuisinons moins, mangeons toujours plus souvent sur notre lieu de travail, à l'école ou en déplacement. Pourtant, malgré la grande variété des denrées disponibles, nombreux sont ceux qui ont une alimentation comprenant trop de sel, de sucre et de matières grasses. Cela se fait souvent de façon inconsciente, notamment par la consommation de produits tout préparés.

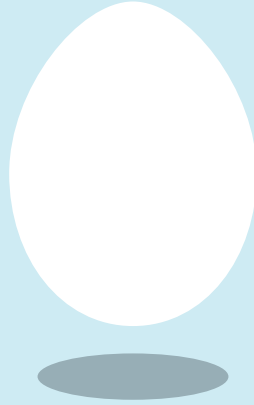
De plus en plus de personnes souffrent ainsi de maladies chroniques comme le diabète, ou de troubles cardiovasculaires. Une alimentation équilibrée peut améliorer la qualité de vie, prévenir ces maladies et en réduire les coûts.

La Stratégie suisse de nutrition 2017–2024 jette les bases d'un mode de vie propice à la santé, sans distinction d'âge, d'origine ou de revenu. La réalisation de cet objectif passe par un environnement favorable et la collaboration de tous les acteurs concernés. Une meilleure information du grand public permet à chacun de faire des choix en connaissance de cause. Enfin le plaisir de cuisiner et de manger contribue également à la réalisation de cet objectif.

Alain Berset

conseiller fédéral, chef du
Département fédéral de l'intérieur DFI

INTRODUCTION



Les coûts de la santé augmentent en Suisse. S'ils s'élevaient à environ 70 milliards de francs en 2013, ils devraient atteindre les 79 milliards en 2017. Quatre-vingts pour cent de ces coûts sont dus aux maladies non transmissibles, telles que le cancer, le diabète ou les maladies cardiovasculaires, qui entraînent souvent des traitements longs et douloureux pour les personnes concernées.

Prévenir ces maladies est donc un objectif important de la politique de santé. Celle-ci doit inciter les gens à adopter un mode de vie plus favorable à la santé. Cela devrait permettre à long terme de réduire significativement les coûts de notre système de santé.

L'alimentation est une composante essentielle de la promotion de la santé depuis des décennies. Une alimentation saine représente pour chaque génération un enjeu qui ne cesse d'évoluer. Des décennies de recherches en nutrition ont permis d'acquérir de nombreuses connaissances : nous en savons beaucoup plus sur les effets nuisibles et sur les effets bénéfiques de notre alimentation actuelle.

L'histoire nous apprend que ce n'est qu'à partir de 1900 que les pays industrialisés ont disposé, en temps de paix, d'un grand choix de denrées alimentaires et en quantités suffisantes pour tout un chacun. L'amélioration des techniques meunières, p. ex., a permis de fabriquer des produits à base de farine blanche à un prix avantageux. La consommation de sucre par personne – considéré jusque-là comme un bien de luxe – a été multipliée par dix entre 1850 et 1900. À l'époque déjà, les effets pervers de cette surabondance étaient connus.

Les politiques du monde entier ont reconnu pour la première fois le lien entre alimentation et santé en 1992, lors de la Conférence internationale sur la nutrition organisée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la FAO, qui avait essentiellement pour but de concevoir des stratégies nutritionnelles. Les États membres de l'OMS se sont alors engagés à établir et à mettre en œuvre des stratégies nationales pour améliorer la situation nutritionnelle et promouvoir la santé de leur population.

La Suisse a publié en 2001 sa première stratégie de nutrition fondée sur les recommandations de l'OMS. La Confédération la reconduit et l'actualise régulièrement compte tenu des changements sociétaux et économiques, mais sans en modifier la vision. De plus, l'impact sanitaire de l'alimentation sur les maladies non transmissibles est mieux pris en compte. Lorsqu'il s'agit de définir des mesures de sensibilisation, les changements dans les comportements alimentaires et les nouvelles manières de s'informer sont pris en considération.

Vision, champs d'action et objectifs de la Stratégie suisse de nutrition 2017–2024 doivent permettre de mettre en œuvre la stratégie de prévention des maladies non transmissibles 2017–2024 (stratégie MNT) dans le contexte de Santé2020. Un plan d'action concrétisera la Stratégie suisse de nutrition.

POLITIQUE NUTRITIONNELLE INTERNATIONALE



Dans les pays européens, ce sont les facteurs nutritionnels qui menacent le plus la santé et le bien-être de la population. C'est à cette conclusion qu'est arrivée une étude sur la charge mondiale de morbidité réalisée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en 2010. La malnutrition, les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité, ainsi que les maladies non transmissibles, sont le résultat d'une alimentation déséquilibrée. Les principales causes sont la trop faible consommation de fruits et légumes et la consommation d'aliments trop sucrés, trop salés, trop gras ou avec une trop forte teneur énergétique.

Les quinze dernières années ont été marquées par des résolutions, des stratégies et des déclarations importantes visant à promouvoir une alimentation saine, tant au niveau européen qu'à l'échelle internationale.

L'OMS a développé un plan d'action européen pour une politique alimentaire et nutritionnelle, qui s'appuie sur le plan d'action mondial de l'OMS pour la lutte contre les maladies non transmissibles (2013-2020). En outre, le plan d'action de l'Union européenne (UE) relatif à l'obésité infantile sert de fil rouge dans l'actualisation et la mise en œuvre de la Stratégie suisse de nutrition.

POLITIQUE DE SANTÉ SUISSE



La prévention des maladies non transmissibles (MNT) constitue une priorité du Conseil fédéral. Celui-ci a donc décidé d'intensifier les efforts de promotion de la santé et de prévention avec sa stratégie Santé2020. La stratégie contre les MNT, approuvée en avril 2016, a été classée dans les cinq priorités de Santé2020 et déclarée objectif essentiel de la législature 2016–2019.

Le Conseil fédéral est convaincu que l'espérance de vie et la protection contre les MNT dépendent beaucoup du mode de vie. Pratiquer une activité physique régulière, renoncer aux produits du tabac, faire preuve de modération dans la consommation d'alcool et se nourrir d'une façon équilibrée augmentent les chances de vieillir en restant en bonne santé.

C'est aussi l'approche de la Stratégie suisse de nutrition 2017–2024, par laquelle le Département fédéral de l'intérieur entend promouvoir et faciliter le choix d'une alimentation saine et variée dans la population, afin de prévenir les MNT.

Cette stratégie s'adresse à tous les acteurs de l'économie et de la politique, aux représentants des organisations des secteurs de la nutrition et

de la santé, ainsi qu'à toutes les organisations qui contribuent à la promotion d'une alimentation saine. Il s'agit, entre autres, des parlementaires, des autorités cantonales, des organisations de consommateurs, de l'industrie alimentaire, de la restauration et des représentants des sociétés de médecine et de nutrition, de la prévention, de la promotion de la santé et des institutions de recherche.

Les mesures à prendre pour déployer cette stratégie seront discutées et élaborées d'une façon concertée et en associant tous les domaines politiques concernés comme la formation, l'emploi, les questions sociales, la protection des consommateurs, l'économie, l'agriculture ainsi que les sciences et la recherche, en vue de contribuer à la promotion du bien-être et de la santé de la population en Suisse.

Ces mesures devraient, d'une part, répondre aux critères d'efficacité, d'adéquation et de rentabilité, et être mises en œuvre avec le concours des milieux économiques d'une manière volontaire. Elles devraient, d'autre part, renforcer les compétences nutritionnelles de la population, de telle sorte que chacun puisse choisir les denrées alimentaires de manière éclairée et responsable.

SITUATION NUTRITIONNELLE ACTUELLE

La Suisse a enregistré de grands progrès dans le domaine de la nutrition au cours des 150 dernières années. La faim a presque disparu, les aliments sont plus sûrs sur le plan de la sécurité sanitaire, se conservent plus longtemps qu'autrefois, et l'offre très variée dépasse de loin nos besoins.

La grande variété d'aliments a un rôle à jouer dans la mesure où elle contribue au plaisir de cuisiner et de manger. Mais notre comportement alimentaire favorise l'augmentation des cas de surpoids ou d'obésité.

L'enquête nationale sur l'alimentation « menuCH » (2014/2015) en a révélé les causes en dévoilant les aliments et les quantités consommés en moyenne par jour et par personne en Suisse. Elle illustre

également les enjeux pour la période couverte par la stratégie.

La pyramide alimentaire suisse de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) et de la Société Suisse de Nutrition SNN illustre une alimentation saine et équilibrée. Tous les produits ont leur place dans notre alimentation et la pyramide laisse suffisamment de liberté pour les préférences individuelles. Les aliments des étages inférieurs de la pyramide devraient être consommés en plus grande quantité et ceux des étages supérieurs avec modération. Tout est une question de quantité et d'équilibre. Les résultats de l'enquête nationale sur l'alimentation montrent qu'à l'heure actuelle la consommation ne correspond pas encore aux recommandations.



SUCRERIES, SNACKS SALÉS, ALCOOL : NOUS CONSOMMONS 4 PORTIONS AU LIEU D'UNE.

Consommation effective : la population suisse consomme trop de sucreries et de snacks salés, à savoir en moyenne 1,6 portion et 2,4 boissons sucrées ou alcoolisées par jour.

Consommation recommandée : les sucreries et les snacks salés devraient être consommés avec modération (soit 1 portion de sucreries ou 1 portion de snacks salés ou 1 boisson alcoolisée par jour).

GRAISSES ET HUILES : NOUS CONSOMMONS TROP DE GRAISSES ANIMALES.

Consommation effective : la consommation de beurre, de margarine, de crème et de sauces grasses est quatre fois plus élevée que la quantité journalière recommandée. Par contre, les quantités recommandées pour les huiles végétales, les fruits à coque, les graines et les olives ne sont pas atteintes.

Consommation recommandée : il est recommandé de consommer 2 à 3 cuillères à soupe d'huile végétale, dont au moins la moitié sous forme d'huile de colza, et 1 portion (20 à 30 g) de fruits à coque ou de graines non salées par jour, à quoi peut s'ajouter chaque jour une petite quantité (env. 1 cuillère à soupe ou 10 g par jour) de beurre, de margarine, de crème, etc.

PRODUITS LAITIERS : NOUS CONSOMMONS 2 PORTIONS AU LIEU DE 3.

VIANDE : NOUS EN CONSOMMONS TROIS FOIS TROP.

Consommation effective : la population suisse consomme en moyenne 220 g de lait et de produits laitiers, comme le fromage ou les yogourts, par personne et par jour, ce qui correspond environ à 2 portions. Pour les autres sources de protéines, comme la viande, le poisson ou le tofu, la consommation est de 150 g par jour – dont 110 g de viande et de produits à base de viande.

Consommation recommandée : chaque jour 3 portions de lait et de produits laitiers (1 portion correspond à 2 dl de lait ou 150 à 200 g de produits laitiers ou 30–60 g de fromage) et en plus, 1 portion d'un autre aliment riche en protéines (par ex. viande, volaille, poisson, tofu, Quorn, seitan (110–120 g), 2–3 œufs, 30–60 g fromage, 150–200 g séré).

PRODUITS CÉRÉALIERS, POMMES DE TERRE ET LÉGUMINEUSES : NOUS EN CONSOMMONS CHAQUE JOUR 2,4 PORTIONS AU LIEU DE 3.

Consommation effective : notre consommation moyenne par jour atteint près de 300 g ou 2,4 portions de féculents, le pain représentant, avec 120 g, la plus grande part.

Consommation recommandée : 3 portions par jour ; 1 portion correspond à : 75–125 g de pain/pâte ou 60–100 g de légumineuses (poids sec) ou 180–300 g de pommes de terre ou 45–75 g de biscuits (pain croustillant)/crackers au blé complet/flocons de céréales/farine/pâtes/riz/maïs/autres céréales (poids sec).

LÉGUMES ET FRUITS : NOTRE CONSOMMATION EST TROP FAIBLE.

Consommation effective : 87% de la population suisse ne tient pas compte de la recommandation de consommer chaque jour 5 portions de légumes et de fruits. La consommation est en moyenne d'environ 3,6 portions par personne par jour. La consommation de légumes et celle de fruits atteignent environ le même niveau, avec respectivement 1,7 et 1,9 portion par jour.

Consommation recommandée : chaque jour 5 portions, de couleurs variées, dont 3 portions de légumes et 2 portions de fruits. 1 portion correspond à 120 g. Il est possible de remplacer chaque jour une portion par 2 dl de jus de légumes ou de fruits (sans sucre ajouté).

BOISSONS : LA CONSOMMATION CORRESPOND AUX RECOMMANDATIONS.

Consommation effective : la consommation en Suisse est de 1,7 l d'eau, de thé et de café, et d'environ 0,5 l de boissons au café et de soupes par jour, ce qui correspond bien aux recommandations concernant l'apport journalier de liquide.

Consommation recommandée : chaque jour 1 à 2 litres, de préférence sous forme de boissons non sucrées telles que l'eau du robinet, l'eau minérale ou les tisanes aux fruits ou aux herbes. Les boissons contenant de la caféine telles que le café, le thé noir et le thé vert peuvent aussi contribuer à l'hydratation.

DÉFIS

Des études internationales ont permis d'établir que sept des quinze principaux facteurs responsables de la maladie et de la mort sont liés à la nutrition et au mode de vie. Le poids corporel est un indicateur de risque important pour certaines maladies non transmissibles. En Suisse, près de la moitié de la population souffre de surpoids ou d'obésité : c'est dire l'importance de l'alimentation pour la santé.

Parallèlement, la situation nutritionnelle actuelle révèle un écart important entre le savoir théorique, d'un côté, et notre comportement effectif, de l'autre.

De ce constat se dégagent trois défis majeurs, auxquels correspondent trois grands objectifs de la Stratégie suisse de nutrition :

- 1. Renforcer les compétences nutritionnelles**
- 2. Améliorer les conditions-cadres**
- 3. Associer la filière alimentaire**

1. Renforcer les compétences nutritionnelles : encourager l'application quotidienne des connaissances nutritionnelles

Selon l'enquête suisse sur la santé (ESS) menée de 1992 à 2012 par l'Office fédéral de la statistique, 70 % des personnes interrogées font attention à ce qu'elles mangent. Les résultats de menuCH (2014/2015) révèlent cependant que nombreux sont ceux qui ne prennent pas en compte les recommandations – ou ne les connaissent pas. Les informations nutritionnelles doivent donc être facilement accessibles, compréhensibles par tout un chacun et applicables au quotidien.

2. Améliorer les conditions-cadres : faciliter les choix propices à la santé

La mise en place d'un environnement favorable permet d'améliorer le comportement alimentaire. La part des produits transformés a fortement augmenté sur le marché au cours des dernières décennies et nombre de denrées alimentaires qui composent nos menus contiennent trop de sucre, de sel ou de matière grasse. Il s'agit donc de réduire les teneurs en sel et en sucre, d'optimiser la qualité des matières grasses afin de favoriser un choix de denrées alimentaires favorables à la santé.

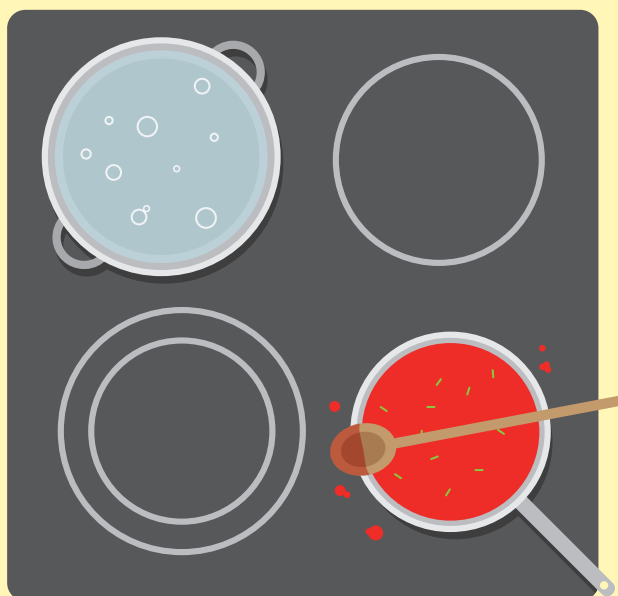
3. Associer la filière alimentaire : les fabricants et les distributeurs coopèrent

Aujourd'hui déjà, certains fabricants et certains distributeurs de denrées alimentaires et de repas contribuent de leur plein gré à promouvoir une alimentation équilibrée. L'adaptation des recettes de fabrication facilite le choix de produits sains. Cependant, la publicité influence beaucoup les décisions, en particulier chez les enfants et les jeunes. Il conviendrait donc d'appuyer l'appel des promoteurs de la santé pour limiter la publicité pour les produits trop sucrés, trop gras et trop salés, destinée aux enfants. Le dialogue avec l'économie doit être encouragé sur ce point.

VISION

En Suisse, tout le monde a la possibilité d'opter pour une alimentation équilibrée et variée. Chacun dispose des compétences et des conditions-cadres permettant de choisir un mode de vie propice à la santé, indépendamment de ses origines, de sa situation socio-économique et de son âge.

DOMAINES D'ACTION



La réalisation des objectifs de la Stratégie suisse de nutrition passe par une information ciblée du public afin de renforcer les compétences nutritionnelles de la population. Il faut aussi encourager une alimentation équilibrée, notamment dans la composition des denrées alimentaires, les repas de restauration collective, etc., tout en gardant le plaisir à préparer et à savourer les repas. Cette action s'articulera autour de trois grands axes :

Promouvoir différentes approches selon les phases de la vie : les besoins nutritionnels de chacun varient selon les phases de la vie. À cet égard, une attention particulière doit être prêtée aux nourrissons, aux enfants en bas âge, aux enfants et aux adolescents, aux femmes enceintes et allaitantes, ainsi qu'aux personnes âgées.

Améliorer l'égalité des chances : les personnes avec de faibles revenus, peu diplômées ou issues de l'immigration courent un risque sanitaire plus élevé. En collaboration avec les partenaires, il s'agit de tenir compte, autant que possible, de leurs besoins spécifiques.

Renforcer la collaboration multisectorielle : un comportement alimentaire favorable à la santé dépend de plusieurs facteurs qui ne relèvent pas tous de la politique de santé. D'autres domaines politiques tels que l'agriculture, l'économie et la formation peuvent aussi, par des mesures adaptées, exercer une forte influence sur le comportement alimentaire de la population.

Comme pour la stratégie MNT, l'action doit être entreprise dans quatre domaines : information et formation, conditions-cadres, coordination et coopération, ainsi que suivi et recherche.



1. INFORMATION ET FORMATION

Seules les personnes bien informées, qui comprennent le lien entre alimentation et santé, peuvent agir de façon responsable pour elles-mêmes et leur entourage, et choisir des denrées alimentaires en connaissance de cause. La sensibilisation et l'information jouent pour ce faire un rôle crucial. L'information doit être formulée de façon à être comprise par tous. De plus, elle doit être conçue et mise en œuvre compte tenu des habitudes de vie des différents groupes-cibles.

À l'heure actuelle, les messages parfois contradictoires en matière de nutrition sèment le doute chez les consommateurs. Par conséquent, il est nécessaire de faire en sorte que la Confédération et les acteurs concernés collaborent pour coordonner étroitement leur action.

Les grands axes de l'action sont les suivants :

- assurer la publication uniformisée d'informations nutritionnelles faciles à mettre en pratique pour la population et pour certains groupes cibles à toutes les phases de la vie;
- faciliter choix des denrées alimentaires en améliorant la lisibilité de l'étiquetage.

EXEMPLES TIRÉS DE LA PRATIQUE

La brochure « Alimentation pendant la grossesse et la période d'allaitement » explique comment appliquer les recommandations pour une alimentation saine et équilibrée. Elle informe sur les substances nutritives particulièrement importantes durant la grossesse et la période d'allaitement, et indique quand les suppléments alimentaires se révèlent utiles ou nécessaires. De plus, un dépliant est proposé en plusieurs langues, afin d'atteindre un public plus large.

Le dépliant « Sel et santé ne font pas bon ménage » informe la population sur les effets d'une consommation excessive de sel sur la santé. Des conseils simples facilitent le passage à une alimentation alliant plaisir et santé.



2. CONDITIONS-CADRES

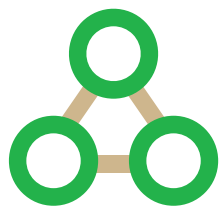
Le milieu de vie exerce une forte influence sur le comportement alimentaire. Certains facteurs comme la composition des aliments, le choix des denrées alimentaires, la publicité destinée aux enfants ou les mets proposés en restauration collective influencent le comportement et ont ainsi un impact sur la santé. La Stratégie suisse de nutrition a pour objectif de façonner le milieu de vie afin que le choix d'un produit favorable à la santé devienne un choix facile. Pour ce faire, les acteurs du monde politique, économique et des organisations privées devraient prendre leurs responsabilités vis-à-vis des questions de santé.

Les grands axes de l'action sont les suivants :

- améliorer la composition des aliments et promouvoir l'innovation dans le dialogue avec l'économie, en mettant l'accent sur la réduction de la teneur en sucre et en sel;
- promouvoir des repas équilibrés dans les écoles, les entreprises et les structures de soins, avec le concours de la restauration collective et d'autres partenaires;
- inciter l'économie à limiter volontairement la publicité pour les denrées alimentaires trop grasses, trop sucrées et trop salées, ciblant les enfants.

EXEMPLE TIRÉ DE LA PRATIQUE

Lors d'une visite de l'Exposition universelle de Milan le 4 août 2015, le conseiller fédéral Alain Berset et dix entreprises suisses ont signé la Déclaration de Milan sur la réduction de la quantité de sucre dans les yaourts et les céréales pour petit déjeuner. Cette déclaration est un premier pas vers l'amélioration des recettes de ces deux groupes de denrées alimentaires. Les entreprises s'engagent librement à en réexaminer les recettes et, lorsque cela s'avère nécessaire et judicieux, elles promettent à « actionsanté » d'agir pour réduire la teneur en sucre. S'il existe déjà des promesses d'action, elles continuent sur leur lancée pour atteindre les objectifs fixés.



3. COORDINATION ET COOPÉRATION

La définition concertée des objectifs et des activités au niveau national comme international constitue l'une des conditions préalables à l'efficacité et au succès de la Stratégie suisse de nutrition. La collaboration favorise aussi le partage d'expériences et de connaissances.

Les grands axes de l'action sont les suivants :

- constituer un réseau national des acteurs dans le domaine de la nutrition;
- utiliser les synergies et coordonner les activités;
- optimiser les plateformes existantes;
- assurer la collaboration de la Suisse dans les organismes internationaux de l'OMS et de l'UE.

EXEMPLES TIRÉS DE LA PRATIQUE

La plateforme sur l'alimentation de l'OSAV et de la Commission fédérale de l'alimentation (COFA) permet des échanges tant professionnels qu'informels entre les représentants des milieux de la promotion de la santé, de la prévention, de la protection des consommateurs, de la recherche, de l'économie, de la COFA et de l'OSAV.

Depuis 2007, des programmes d'action cantonaux pluriannuels encouragent une alimentation saine et une activité physique adaptée chez les enfants et les adolescents.

Le réseau « European Salt Action Network » de l'OMS/Europe permet aux pays membres de partager leurs expériences sur les progrès des initiatives nationales sur le sel et d'être informés des dernières études sur le sujet. Il est présidé par l'OSAV.



4. MONITORAGE ET RECHERCHE

Une stratégie de nutrition qui se veut fondée sur des données factuelles doit reposer sur des bases scientifiques. Celles-ci doivent aider à répondre aux questions politiques et mettre en avant les lacunes et les domaines où il est nécessaire d'agir. C'est donc en s'appuyant sur la recherche et le suivi que l'on contrôlera l'efficacité et les avancées de la Stratégie suisse de nutrition.

Les grands axes de l'action sont les suivants :

- développer et poursuivre les projets de monitoring, comme p. ex. menuCH, le monitoring sur l'allaitement, la biosurveillance humaine et le monitoring de l'apport en iode;
- mettre en place les bases scientifiques des rapports entre alimentation et facteurs de risque ou maladies;
- recueillir des données sur la composition des denrées alimentaires disponibles en Suisse;
- établir et concevoir les moyens de contrôler l'efficacité de la stratégie de nutrition en fait d'amélioration des denrées alimentaires et des restrictions apportées au marketing.

EXEMPLE TIRÉ DE LA PRATIQUE

L'enquête nationale sur l'alimentation « menuCH » met à disposition pour la première fois des données représentatives de la population suisse en matière de quantité de nourriture absorbée, de comportement alimentaire, d'activité physique et de valeurs anthropométriques (taille, poids, tour de taille et tour de hanches). Ce travail contient des informations sur les apports énergétiques et nutritionnels de la nourriture consommée par la population et constitue la base sur laquelle se développera la Stratégie suisse de nutrition. Elles permettent de prendre des mesures pour proposer des aliments sains et sûrs, de réaliser une planification et une mise en œuvre ciblées, ou encore d'évaluer et d'adapter des actions déjà existantes.

PROCHAINE ÉTAPE : LE PLAN D'ACTION

Afin de concrétiser la Stratégie suisse de nutrition, le DFI charge l'OSAV d'élaborer un plan d'action d'ici à fin 2017, en concertation avec les acteurs importants et en s'appuyant sur les orientations stratégiques et les évolutions enregistrées dans le domaine au niveau national et international.

Le plan d'action permet de tenir compte des évolutions de ces dernières années et d'élaborer un instrument et des mesures avec les acteurs externes. Il offre aussi la possibilité de définir des priorités qui seront intégrées dans les stratégies de plus grande envergure ou d'autres domaines politiques.

Le plan d'action doit décrire en détail les mesures, définir des objectifs quantifiables et réalistes et mettre en évidence les avancées dans la mise en œuvre de la Stratégie suisse de nutrition.

Avec ce plan d'action, la Stratégie suisse de nutrition sera l'un des piliers de la stratégie nationale Prévention des maladies non transmissibles, qui est un des défis majeurs de la politique de la santé du Conseil fédéral.



COORDONEES

Tél. +41 58 463 30 33
E-mail: info@blv.admin.ch

MENTIONS LÉGALES

Édition

Office fédéral de la sécurité alimentaire
et des affaires vétérinaires OSAV
Schwarzenburgstrasse 155
3003 Berne
www.osav.admin.ch

Conception graphique

cR Kommunikation
Alber Visuelle Kommunikation

Diffusion

OFCL, Diffusion des publications fédérales
CH-3003 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch

Référence

341.809.F

Juin 2017

**Recommandations nutritionnelles et informations
sur la pyramide alimentaire : www.sge-ssn.ch**

